



La crise dans ce pays devrait être officiellement inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité

Les États membres du Conseil de sécurité des Nations Unies devraient porter une attention particulière à la détérioration de la situation humanitaire et des droits humains au Cameroun, lors la séance d'information que tiendront ce 4 juin des représentants du Bureau régional de l'ONU pour l'Afrique centrale, demandent conjointement neuf organisations de défense des droits humains dans une lettre ouverte adressée aux membres du Conseil.

Les réunions du Conseil de sécurité sur les travaux de ce Bureau régional donnent l'occasion d'aborder la situation au Cameroun, mais les organisations signataires ont également exhorté le Conseil à inscrire cette question à son ordre du jour officiel. « Le Conseil de sécurité de l'ONU a en grande partie gardé le silence sur la crise », ont-elles relevé. « Sans action rapide, la situation risque d'empirer. »

Les régions anglophones du Cameroun sont en crise depuis fin 2016, lorsque des avocats, des étudiants et des enseignants anglophones ont commencé à protester contre ce qu'ils considéraient comme leur représentation insuffisante et leur marginalisation culturelle par le gouvernement central. En réponse, les forces de sécurité gouvernementales ont tué des civils, incendié des villages et recouru à la torture et la détention secrète, tandis que des séparatistes

armés ont également tué, torturé et enlevé des dizaines de personnes.

Cette violence, en particulier les abus commis par les forces de sécurité de l'État, se déroule dans une atmosphère d'impunité quasi totale. La réunion d'information qui aura lieu cette semaine au Conseil devrait être une opportunité pour demander aux autorités camerounaises d'enquêter et de poursuivre en justice les membres des forces de sécurité qui se seraient rendus coupables de violations des droits humains.

Elle devrait également l'occasion de dire publiquement aux groupes séparatistes armés que leurs dirigeants seront tenus pour responsables des crimes graves commis par leurs combattants, ont déclaré les organisations signataires.

L'accès insuffisant au Cameroun et aux régions touchées entrave les efforts déployés par les organisations internationales des droits humains et humanitaires pour dénoncer les violations et fournir une assistance vitale à ceux qui en ont besoin. Le gouvernement camerounais devrait permettre l'accès sans entrave aux organisations internationales et nationales de défense des droits de l'homme, ont ajouté les groupes.

Les groupes signataires de la lettre sont les suivantes :

Amnesty International,

Human Rights Watch,

Centre mondial pour la responsabilité de protéger,

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture,

Comité pour la protection des journalistes (CPJ),

Nouveaux Droits de l'Homme Cameroun (NDH – Cameroon),

l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT),

Presbyterian Church (USA),

Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale.

hrw.org
